



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1997/SR.5  
12 mars 1997

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-troisième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 5ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mercredi 12 mars 1997, à 15 heures.

Président : M. SOMOL (République tchèque)

SOMMAIRE

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES ARABES  
OCCUPES, Y COMPRIS LA PALESTINE ( suite )

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION AUX PEUPLES  
ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE OU ETRANGERE, OU A L'OCCUPATION  
ETRANGERE

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

DECLARATION DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DES PAYS-BAS

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION ( suite )

DECLARATION DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA FINLANDE

DECLARATION DU SECRETAIRE D'ETAT A L'ACTION HUMANITAIRE D'URGENCE DE LA FRANCE

DECLARATION DU SOUS-SECRETAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES ETRANGERES DE L'ITALIE

La séance est ouverte à 15 h 20 .

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES ARABES OCCUPES, Y COMPRIS LA PALESTINE (point 4 de l'ordre du jour) ( suite)  
(E/CN.4/1997/13 à 16, 107, 109, 111, 116 et 117)

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION AUX PEUPLES ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE OU ETRANGERE, OU A L'OCCUPATION ETRANGERE (point 7 de l'ordre du jour) (E/CN.4/1997/23)

1. Selon M. ZAHARAN (Egypte), la déclaration unanime, par les délégations arabes au Caire en juin 1996, de leur volonté de poursuivre le processus de paix exige un engagement similaire d'Israël. Tout manquement, de la part d'Israël, aux obligations auxquelles il a souscrit dans les accords conclus à la Conférence de Madrid entraînerait l'échec du processus de paix et le retour à un cycle de violence et de tension. Les négociations doivent reprendre conformément au calendrier qui a été convenu car tout retard compromettrait la réalisation d'une paix juste et durable garantissant les droits nationaux des Palestiniens, y compris leur droit inaliénable à disposer d'eux-mêmes. M. Zahran prend note du fait que la Syrie est prête à participer à nouveau aux négociations.

2. L'expansion des colonies est inacceptable : elle est contraire au droit international, entrave le processus de paix et il faut y mettre un terme. La paix ne pourra être réalisée qu'en trouvant une solution au problème de Jérusalem et en garantissant le droit des Palestiniens de retourner dans cette ville, en acceptant de verser des indemnisations et en respectant d'autres résolutions de l'ONU. Les Arabes doivent, à Jérusalem, jouir des mêmes droits que les Israéliens. C'est pourquoi le représentant de l'Egypte se félicite des remarques faites la veille par le porte-parole de l'Union européenne, qui a déclaré la politique israélienne d'implantation de colonies contraire au droit international.

3. Israël doit respecter les accords déjà conclus : il doit mettre fin à la construction de nouvelles colonies dans le Golan - en fait il devrait se retirer complètement - et respecter les résolutions du Conseil de sécurité concernant le Liban.

4. La paix ne pourra être réalisée au Moyen-Orient que sur la base de l'élimination des armes nucléaires, biologiques et chimiques et toutes les Parties doivent être sur un pied d'égalité. Seule l'élimination des armes de destruction massive permettra aux peuples de la région de vivre dans la paix et la stabilité. Si la délégation égyptienne est opposée au terrorisme, d'où qu'il vienne et sous quelque forme qu'il se manifeste, elle est également opposée aux mesures répressives contre des civils innocents, mesures qui constituent une violation flagrante de toutes les conventions internationales.

5. M. Yong-Shik HWANG (République de Corée) après s'être félicité de la signature du Protocole concernant le redéploiement à Hébron, dit que la paix dans la région du Moyen-Orient peut au mieux être qualifiée de fragile. Il invite instamment toutes les Parties au processus de paix à empêcher que l'extrémisme ne les fasse s'écarter de leur quête d'une paix permanente. Les droits de l'homme sont au coeur de toute paix durable parce que les violations des droits de l'homme ne font que renforcer la méfiance qui règne dans la

région, et conduisent à la violence. Dans ce contexte, M. Yong-Shik Hwang note avec plaisir que le respect des droits de l'homme a dans une certaine mesure progressé, ainsi qu'en témoigne la libéralisation récente de 31 détenues palestiniennes.

6. Le développement économique de la Palestine est essentiel pour améliorer la situation des droits de l'homme car une meilleure qualité de vie diminue la propension à recourir à la violence. C'est fort de cette conviction que le Gouvernement de la République de Corée a fourni une assistance de quelque 12 millions de dollars après la signature de la Déclaration de principes sur les arrangements intérimaires d'autonomie de 1993 et 3 autres millions de dollars en 1996. Il participe aussi au financement de projets régionaux portant sur la coopération économique, le développement, le dessalement et la formation.

7. Convaincu que l'amélioration du bien-être individuel grâce au développement économique est une mesure indispensable à la réalisation d'une paix véritable le Gouvernement de la République de Corée continuera à jouer son rôle en s'employant au développement durable en Palestine. Il espère aussi que le principe de l'autodétermination sera respecté.

8. M. JOKONYA (Zimbabwe) après avoir regretté la note acrimonieuse qui s'est introduite dans les débats, déclare que ce n'est qu'en s'attaquant à leur cause profonde que l'on pourra mettre fin à l'oppression et à la répression et que ce n'est que par la fin immédiate et inconditionnelle de l'occupation que l'on pourra mettre un terme aux violations des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés.

9. M. Jokonya se félicite de la condamnation de l'intransigeance d'Israël par l'Union européenne et reconnaît que l'Autorité palestinienne doit aussi débarrasser ses forces de sécurité de ceux qui violent les droits de l'homme. Cependant, on ne peut comparer les défaillances de l'appareil étatique de l'Autorité palestinienne aux horreurs inhérentes à l'occupation. Ce serait folie que de renier les Accords d'Oslo et M. Jokonya condamne la décision du Gouvernement israélien de construire de nouvelles colonies dans le sud-est de Jérusalem et de fermer le bureau de l'Organisation de libération de la Palestine à Jérusalem-Est.

10. Le représentant du Zimbabwe invite la Commission à prendre une position ferme contre l'occupation, par Israël, de territoires étrangers, qui constitue un affront à la dignité humaine. Il espère que la tentative d'impartialité de l'Union européenne et son désir d'élever, avec certains de ses alliés, le respect des droits de l'homme au niveau d'une éthique globale sont authentiques et ne constituent pas simplement une autre tentative des puissants pour faire des questions relatives aux droits de l'homme des instruments géopolitiques. Malheureusement, à en juger par la protection offerte à une puissance occupante dans certaines instances internationales, les puissants exigent toujours ce qu'ils peuvent exiger et les faibles accordent toujours ce qu'il leur faut accorder.

11. M. MADADHA (Observateur de la Jordanie) réaffirme le désir du Gouvernement jordanien de trouver une solution juste et globale aux problèmes du Moyen-Orient. Malheureusement, la paix et la stabilité dans la région et les droits de l'homme fondamentaux sont mis en péril par la politique israélienne

d'implantation de colonies, qui, d'après les experts juridiques, est contraire au droit international et aux accords internationaux. Les activités d'implantation de colonies dans des territoires sur lesquels il n'a aucun droit souverain violent la quatrième Convention de Genève, ainsi qu'il est relevé dans le rapport du Rapporteur spécial (E/CN.4/1997/16).

12. Qui plus est, l'implantation de colonies à Jérusalem tue le processus de paix. Le Gouvernement jordanien refuse d'accepter toute modification du statu quo susceptible de porter atteinte au statut final de Jérusalem. Alors que les Gouvernements israéliens précédents ont permis au processus de paix de prendre racine en gelant la construction de nouvelles colonies, la politique du gouvernement en place ne peut qu'entraîner d'autres actes de violence.

13. Le droit de chacun à la dignité et le droit à l'autodétermination sont au coeur même du processus de paix. M. Madadha engage le Gouvernement israélien à le reconnaître et à se rendre compte des conséquences de sa politique sur la stabilité de la région. Il l'invite instamment à susciter la confiance en annulant sa décision de construire de nouvelles colonies dans les territoires arabes occupés, en particulier à Jérusalem-Est. Le représentant de la Jordanie se félicite de l'attitude adoptée par l'Union européenne et invite instamment les Etats-Unis, qui ont fait une contribution inestimable au processus de paix, à prendre une position ferme sur la question des colonies et à user de leur influence pour éviter une crise. Pour sa part, la Commission doit condamner la politique israélienne destructrice d'implantation de colonies.

14. M. MORJANE (Observateur de la Tunisie), prenant la parole au nom du Groupe arabe, déclare que les pays arabes qui ont lancé le processus de paix au Moyen-Orient à Madrid en 1991 étaient poussés par le désir sincère d'une paix juste et durable sur la base du principe "des terres pour la paix". Mais le processus de paix s'est presque totalement effondré du fait qu'Israël est revenu sur ces accords internationaux. Sa décision de construire une nouvelle colonie à Jérusalem modifiera le caractère historique de cette ville et constitue un acte illégal sur des territoires occupés par la force des armes.

15. Le Groupe arabe condamne vigoureusement la décision israélienne de construire de nouvelles colonies, qui est contraire à l'esprit et à la lettre de conventions internationales et de résolutions et représente aussi une menace pour la stabilité de la région. C'est à juste titre que la communauté internationale a condamné la tentative israélienne de modification de la configuration géographique et démographique de Jérusalem.

16. C'est pourquoi M. Morjane demande instamment à la Commission de faire tout ce qui est en son pouvoir pour persuader Israël d'annuler ces décisions. Il demande aux pays qui ont appuyé financièrement Israël de suspendre leur aide jusqu'à ce que ce pays respecte ses engagements internationaux. Enfin, M. Morjane déclare son appui aux peuples de Palestine, de la République arabe syrienne et du Liban dans leur lutte contre l'occupation et dans leur recherche d'une paix durable fondée sur le droit international.

17. Mme TEXIER (France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand), après avoir rappelé la déclaration faite par son organisation à la session précédente au sujet du Timor oriental (E/CN.4/1996/SR.5), dit qu'un événement d'une importance capitale est survenu depuis, à savoir l'attribution du Prix Nobel de la Paix à

l'évêque de Dili et à M. José Ramos Horta, promoteur d'un plan de paix appelé plan de paix du Conseil national de la résistance Maubère (CNRM). Ce plan, qui ouvre la voix à des négociations fructueuses susceptibles d'aboutir à une paix juste et durable, mérite d'être étudié de très près et d'être soutenu par la Commission et de bénéficier de l'appui du Conseil de sécurité.

18. On constate une absence complète de faits nouveaux positifs au Sahara occidental, ainsi qu'en témoigne l'échec des discussions entre le Prince héritier du Maroc et les membres du Front Polisario. Le Maroc, qui continue de faire tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher la tenue du référendum prévu dans le plan de paix du Conseil de sécurité et devant initialement avoir lieu en 1992, parle d'une autonomie régionale à condition que les Sahraouis renoncent à leur revendication d'indépendance.

19. Le Front Polisario s'est dit prêt à entamer des négociations directes avec le Maroc en présence d'un médiateur et dans un pays neutre, alors que le nouveau Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies s'est, peu auparavant, exprimé lui-même en faveur de la tenue du référendum. Les parties au conflit devraient donc être encouragées à reprendre leurs rencontres aux conditions demandées par le Front Polisario.

20. D'après Mme MEURE (Centre Europe-Tiers Monde) bien peu de choses ont changé dans la vie du peuple sahraoui depuis la cinquante-deuxième session de la Commission. Le Maroc veille à ce qu'il soit de plus en plus difficile, pour les journaliste impartiaux et les représentants d'organisations de défense des droits de l'homme, de se déplacer librement dans la région ou même d'y pénétrer. Le conflit au Sahara occidental est un cas flagrant de décolonisation qui pourrait facilement être résolu si la communauté internationale avait la volonté politique de contraindre le Maroc à respecter l'esprit et la lettre du plan de paix initial. En l'absence de cette volonté politique, la communauté internationale est complice de la violation des droits de l'homme dans la région. C'est pourquoi Mme Meure engage tous les Etats à coopérer avec les organisations non gouvernementales marocaines sahraouies et internationales en vue de réduire les tensions dans la région et d'assurer des services de médiation entre le Gouvernement marocain et le Front Polisario.

21. M. van WALT van PRAAG (Parti radical transnational) dit que l'organisation qu'elle représente a été choquée - mais non surprise - par des informations faisant état d'actes de violence dans la province chinoise du Xianjiang, qui reflètent la frustration ressentie par les Ouïgours après des décennies d'oppression aggravées par un transfert massif de Chinois dans la région et le silence des organes de défense des droits de l'homme. Bien qu'il soit fort douteux que les Ouïgours soient responsables des attentats à la bombe commis peu auparavant, le Xinjiang risque devenir la scène de soulèvements violents et d'actes de répression si l'on ne donne pas à sa population des raisons d'espérer en un avenir meilleur.

22. Les gouvernements, les organisations internationales et les médias ont tendance à ne porter sérieusement attention à une situation que lorsque des violences éclatent. Si les mouvements non violents ne bénéficient pas du respect qu'ils méritent, ils se tourneront vers la violence et le nombre de conflits mortels dans le monde augmentera. Le peuple tibétain par exemple, demande depuis des années à la Commission d'exprimer son inquiétude devant la situation des

droits de l'homme dans son pays et d'inviter instamment le Gouvernement chinois à donner suite aux ouvertures de négociations du Dalaï Lama. L'annonce, par les dirigeants chinois, de leur désir de rencontrer le Dalai Lama ou ses représentants afin d'entamer un processus de négociations sérieuses sur le Tibet susciterait sans aucun doute une immense bonne volonté.

23. Au lieu d'user de mesures coercitives, comme le Gouvernement nigérian l'a fait en réprimant le Mouvement pour la survie de peuple Ogoni, il faut persuader les Etats de régler par le dialogue et la négociation les questions d'autodétermination. Il est désolant que la Russie n'ait pas recouru plus tôt aux négociations avec les représentants élus des Tchétchènes pour résoudre la situation en Tchétchénie. Il faut se féliciter des négociations à venir entre le Gouvernement indien et la direction Naga.

Au Bangladesh, une troisième série de négociations entre le nouveau gouvernement et les mouvements d'autodétermination de la population autochtone jumma dans les Chittagong Hill Tracts doivent commencer sous peu et devraient bénéficier des encouragements de la communauté internationale.

24. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, malgré le résultat positif des pourparlers de paix qui ont eu lieu à Bougainville en décembre 1995, le Gouvernement a recouru à des mercenaires grassement payés pour détruire le mouvement populaire dans l'île. La Commission devrait inviter instamment le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à abandonner cette aventure inconsidérée avec des mercenaires et à utiliser les millions de dollars épargnés pour financer un véritable processus de paix sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

25. Bien que les entretiens entre l'Indonésie et le Portugal sur la question du Timor oriental se poursuivent, l'Indonésie manque manifestement de la volonté politique de donner suite aux revendications légitimes du peuple du Timor oriental qui désire disposer de lui-même. Le Gouvernement géorgien semble aussi abandonner l'engagement pris antérieurement de négocier sérieusement avec les représentants de l'Abkhazie sur la question de l'avenir de ce territoire.

26. M. van WALT van PRAAG engage la Commission à prendre au sérieux les mouvements en faveur de l'autodétermination dans le contexte du mandat qui lui est dévolu dans le domaine des droits de l'homme et, au lieu d'attendre que des conflits armés éclatent, à encourager les efforts vers un changement pacifique dans le cadre du dialogue.

27. Mme AULA (Pax Christi International) applaudit au désir du Rapporteur spécial de ne pas adopter un ton accusateur mais plutôt d'engager un dialogue utile et constructif avec toutes les parties concernées et de les aider à surmonter les problèmes liés à la situation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés (E/CN.4/1997/16, par. 4). Il faut cependant regretter que le Rapporteur spécial n'ait pu avoir que des contacts informels avec des représentants du Gouvernement israélien.

28. Sur le plan du droit, le fait nouveau le plus important est la décision de la Haute Cour de justice israélienne d'autoriser le recours à la force lors d'interrogatoires de suspects, décision revenant à légaliser la torture et les mauvais traitements, en violation des obligations internationales d'Israël. Le

Rapporteur spécial a également relevé que le bouclage des territoires occupés décrété par les autorités israéliennes à la suite des incidents qui se sont produits en février-mars 1996 équivaut à des châtiments collectifs, ce qui est contraire à l'article 33 de la quatrième Convention de Genève (par. 24). En outre, l'extension des colonies présuppose la confiscation de terres arabes dans les territoires occupés et constitue une violation des articles 53 et 49 de la quatrième Convention de Genève. Enfin, les résidents palestiniens de Jérusalem-Est seraient de plus en plus traités par les autorités israéliennes comme des résidents étrangers (par. 31).

29. La décision prise peu auparavant d'autoriser la construction d'une nouvelle colonie juive à Jérusalem-Est a été unanimement critiquée dans le monde, et en particulier par le pape Jean-Paul II.

30. Pax Christi International fait appel aux citoyens israéliens pour qu'ils se dressent contre les politiques dangereuses d'une minorité extrémiste et lance aussi un appel à la solidarité internationale en faveur de la population palestinienne qui subit la dure loi d'une occupation militaire qui devrait prendre fin conformément au calendrier et dans l'esprit des accords de paix grâce à des négociations conduites dans la bonne foi.

31. L'organisation que représente Mme Aula est aussi extrêmement préoccupée par la détérioration de la situation à Bougainville, où 40 mercenaires appartenant à la société sud-africaine "Executive Outcomes", qui auraient été engagés par les autorités de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en qualité de "conseillers militaires", auraient apparemment été directement impliqués dans des opérations militaires. Mme Aula soutient la proposition des îles Salomon de porter l'affaire devant la Cour internationale de Justice.

32. La crise que traverse depuis sept ans la région du Kosovo dans l'ex-Yougoslavie ne pourra être éliminée que par la reconnaissance du droit à l'autodétermination de la population du Kosovo. Si la paix a pu être sauvegardée jusqu'ici dans la région, c'est en raison du désir de la population albanaise de souche de parvenir à l'indépendance par des moyens pacifiques dans le cadre d'un protectorat international.

33. Pax Christi International est également préoccupée par le refus persistant du Maroc d'appliquer le plan de paix de 1988 pour le Sahara occidental et par le fait qu'aucune des recommandations de la Commission concernant le Timor oriental n'a été mise en oeuvre par le Gouvernement indonésien. Elle lance un appel en vue de l'adoption d'une politique de réconciliation nationale en Afghanistan et de la cessation des ingérences étrangères dans les affaires de ce pays.

#### DECLARATION DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DES PAYS-BAS

34. M. VAN MIERLO (Pays-Bas), prenant la parole au nom de l'Union européenne et des pays associés de Bulgarie, Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie, dit qu'au XXIème siècle les droits de l'homme joueront un rôle fondamental dans les affaires internationales comme dans les affaires intérieures. Il faudra cependant une action concertée pour que les droits de l'homme restent au premier plan si l'on ne veut pas que le monde soit la scène de nouvelles pertes épouvantables en vies humaines telles que celles qui se sont produites tout récemment au Rwanda et dans l'ex-Yougoslavie.



35. Les défenseurs des droits de l'homme peuvent être classés en trois grandes catégories. La première est celle des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui, tant individuellement que dans le cadre d'organisations régionales, ont de plus en plus pris sur eux d'assumer des responsabilités importantes dans le domaine des droits de l'homme. Les droits de l'homme sont au coeur des préoccupations de l'Union européenne et constituent un élément important de la coopération régionale au sein du Conseil de l'Europe et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

36. L'Union continuera à lutter contre le racisme, la discrimination et l'intolérance et a proclamé 1997 Année européenne contre le racisme et la xénophobie. Son adhésion aux droits de l'homme constitue aussi un élément essentiel de ses accords de coopération avec des pays tiers car ils contiennent tous des paragraphes indiquant l'interdépendance des droits de l'homme, de la démocratie et du développement.

37. Il n'y a parfois pas d'autre solution que de confronter les gouvernements avec leurs graves violations des droits de l'homme dans les pays où la "loi" est devenue la victime de l'"ordre" et où les civils sont devenus des victimes. Les Etats ne doivent pas donner à ceux qui violent les droits de l'homme et le droit humanitaire l'impression que leurs actes ne donneront pas lieu à des poursuites et ne seront même pas consignés. C'est pourquoi l'Union et ses associés attachent une grande importance au Tribunal international pour le Rwanda et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, ainsi qu'aux efforts pour constituer une Cour criminelle internationale.

38. Un deuxième gardien des droits de l'homme est l'Organisation des Nations Unies elle-même qui, ayant été le berceau où ont été formulés les droits de l'homme universels a un rôle décisif à jouer pour veiller à leur respect. Cette tâche devient toujours plus compliquée. L'Union et ses associés sont certains que le nouveau Secrétaire général continuera à défendre et à renforcer la cause des droits de l'homme. Ils se félicitent aussi des réformes entamées par le Haut Commissaire aux droits de l'homme pour que le Centre pour les droits de l'homme soit davantage en mesure de s'acquitter de ses nombreux devoirs. A ce sujet, ils lancent un appel au Secrétaire général et au Haut Commissaire pour qu'ils fournissent les moyens de financer les organes créés en vertu d'instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, les mandats des rapporteurs, des représentants et des groupes de travail de la Commission et le programme de services consultatifs et d'assistance technique.

39. Les activités des spécialistes des droits de l'homme et des observateurs des droits de l'homme sur le terrain sont indispensables car elles complètent celles des rapporteurs et groupes de travail de la Commission et des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. La possibilité d'organiser des sessions d'urgence de la Commission devrait aussi être envisagée. Par ailleurs, les Etats qui assurent l'accès aux mécanismes de défense des droits de l'homme de l'ONU doivent être félicités.

40. Le troisième gardien des droits de l'homme est la société civile elle-même, en particulier les personnes et les organisations qui défendent les droits de l'homme et agissent comme la conscience de leur société. Les Etats doivent laisser les défenseurs des droits de l'homme s'acquitter de leur tâche essentielle. Si leurs appels avaient été entendus en Bosnie ou au Rwanda la

réconciliation aurait peut-être pu empêcher la tragédie. L'Union et ses associés accorderont une attention spéciale aux défenseurs des droits de l'homme pendant la session en cours. Ils travaillent avec acharnement au sein de l'Organisation des Nations Unies pour sauvegarder explicitement les droits de ces défenseurs grâce à l'adoption d'une déclaration garantissant leur sécurité et reconnaissant l'importance de leur travail.

41. Le fait que certains Etats désirent faire échouer ces efforts indique clairement que les défenseurs des droits de l'homme courent toujours des risques mais, paradoxalement, cela prouve aussi combien leur message est important. Bien qu'ils soient déjà protégés par le régime international en matière des droits de l'homme, il est important de parler en leur faveur parce qu'ils sont souvent privés de la possibilité de s'exprimer par leur propre gouvernement.

42. Il s'agit notamment de M. Moshood Abiola, Président du Nigéria démocratiquement élu en 1993 et actuellement en captivité; de Daw Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Nobel et dirigeante remarquable de l'opposition au Myanmar, qui a remporté les élections de 1990, et dont le droit de circuler librement et la liberté d'expression sont actuellement limités et de M. Wei Jingsheng, qui croupit dans une prison chinoise. Ils représentent des milliers de personnes dont le seul crime est de parler en faveur des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Leurs gouvernements, qui doivent être considérés comme responsables de leur santé et de leur sécurité, devraient les libérer ou permettre à un judiciaire indépendant de faire son travail. L'Union a souvent soulevé le problème de certains défenseurs des droits de l'homme et continuera de le faire.

43. Les droits de l'homme ont peut-être des ennemis, mais leurs amis l'emporteront sûrement. La Commission fournit à ces amis - les gardiens des droits de l'homme - un lieu de réunion où ils peuvent élaborer de meilleures méthodes de défense des droits de l'homme. Une action concertée est indispensable, basée sur le consensus réalisé lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui a réaffirmé l'universalité de ces droits et la conviction qu'ils représentent une préoccupation légitime de la communauté internationale.

44. C'est pourquoi les gouvernements doivent accorder à l'Organisation des Nations Unies et à la société civile la liberté d'aider à faire progresser les droits de l'homme. Ils doivent coopérer avec les mécanismes de défense des droits de l'homme de l'ONU et respecter les défenseurs des droits de l'homme. C'est de cette manière que le XXI<sup>e</sup> siècle pourra être le siècle où les violations des droits de l'homme seront empêchées et non pleurées.

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION (point 3 de l'ordre du jour) ( suite )

#### Déclaration du Président sur la crise des otages au Pérou

45. Le PRESIDENT donne lecture d'une déclaration que la Commission a adoptée par consensus :

"La Commission des droits de l'homme,

1. Condamne vigoureusement l'occupation de la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima (Pérou) et la prise d'otages par des éléments terroristes, de même que toute prise d'otages où qu'elle se produise dans le monde;
2. Rappelle qu'elle a à plusieurs reprises et dans des termes vigoureux condamné les prises d'otages en tant qu'actes visant à la destruction des droits de l'homme;
3. Exprime sa solidarité avec les Gouvernements péruvien et japonais, ainsi qu'avec les gouvernements de tous les pays concernés, avec les otages et avec leurs familles;
4. Appuie vigoureusement les efforts du Gouvernement péruvien comme du Gouvernement japonais pour résoudre le problème de façon pacifique et encourage la poursuite des entretiens entre l'interlocuteur du Gouvernement péruvien et le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) afin de parvenir rapidement à des résultats;
5. Exige avec la plus grande fermeté que les otages pris dans la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima et tous les autres otages détenus dans tout autre pays soient immédiatement libérés."

DECLARATION DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA FINLANDE

46. Mme HALONEN (Finlande), après avoir souscrit à la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas au nom de l'Union européenne, rappelle que le Conseil de l'Europe - dont elle est Présidente - est la principale institution européenne de défense des droits de l'homme et illustre le rôle positif joué par les mécanismes régionaux. Ses deux principales réalisations sont l'élaboration de normes juridiques et l'établissement d'un mécanisme efficace de mise en oeuvre et son objectif est de créer, dans tout le continent européen, un cadre juridique solide pour les droits de l'homme dans lequel les questions juridiques et politiques de tous les Etats membres seront examinées sur un pied d'égalité. La coopération avec d'autres organisations européennes est, ici, indispensable.

47. Ces mécanismes régionaux doivent toujours être fondés sur des normes universelles et l'expérience a démontré que les recours régionaux ne sont pas toujours suffisants dans certaines situations. Par exemple, dans un Etat qui est depuis longtemps membre du Conseil, l'emprisonnement de membres du Parlement pour des raisons politiques, voire la torture, ont toujours lieu; si les efforts du Conseil pour mettre fin à cet état de choses échouent, la Commission devra envisager d'utiliser les différents moyens dont elle dispose.

48. Mme Halonen se félicite de la façon thématique dont la Commission aborde les questions relatives aux droits de l'homme. Les droits des femmes, des enfants, des peuples autochtones et des minorités sont des domaines prioritaires dans la politique de la Finlande en matière de droits de l'homme. Bien que l'égalité de droit entre les sexes existe dans de nombreux pays, des dispositions discriminatoires dans le droit de la famille, les droits de

propriété, les droits successifs et même les droits politiques, perdurent et doivent être éliminées. En outre, les femmes ne jouissent toujours pas de l'égalité de fait. Pour s'acquitter des devoirs qui leur incombent selon le droit international, les Etats ne doivent pas se contenter de s'abstenir de toute discrimination : ils doivent prendre des mesures spécifiques pour favoriser l'égalité de fait.

49. La Commission doit renforcer son rôle à cet égard en faisant des droits des femmes une partie intégrante de la surveillance des droits de l'homme et de l'établissement de rapports sur les droits. Il faudrait, dans les mandats des rapporteurs spéciaux ainsi que dans les programmes de services consultatifs, tenir compte des préoccupations et des besoins des femmes. En outre, la Commission devrait accorder une grande attention aux élections et autres faits nouveaux dans les pays qui comptent peu de femmes dans leurs organes législatifs et autres organes élus, car ces pays ne peuvent être qualifiés de pleinement démocratiques et il est improbable que leur législation réponde aux besoins des femmes.

50. L'Union européenne a proclamé 1997 Année européenne contre le racisme. Bien que des progrès aient été réalisés dans l'élaboration de normes pour protéger les droits des minorités et des peuples autochtones, ces droits doivent être renforcés et non gelés à leur niveau minimum actuel. L'Organisation des Nations Unies devrait adopter le projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones et établir une instance permanente pour garantir la participation effective des autochtones dans le système des Nations Unies.

51. Les droits des minorités doivent eux aussi être étudiés en permanence grâce, notamment, à l'élargissement du mandat du Groupe de travail sur les minorités. Le Conseil de l'Europe, reconnaissant le lien positif qui existe entre la protection des droits des minorités et la stabilité, a adopté une Convention-cadre pour la protection des minorités nationales. En outre, tous les gouvernements sont tenus de garantir les droits fondamentaux des minorités sexuelles, quelles que soient les traditions culturelles du pays considéré.

52. Mme Halonen se félicite des progrès réalisés vers l'établissement d'une cour criminelle internationale qui jouera un rôle déterminant dans la prévention des violations graves des droits de l'homme en augmentant considérablement la possibilité que les responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité soient traduits en justice. L'absence d'impunité est une condition indispensable pour une paix durable dans les situations postérieures à des conflits. Mme Halonen admire la détermination dont ont fait preuve les pays qui sont sortis de crises et ont retrouvé des régimes démocratiques, par exemple l'Afrique du Sud et un certain nombre de pays d'Amérique latine; la communauté internationale tout entière peut tirer des leçons de leur expérience.

53. Comme l'on ne peut appliquer les normes internationales relatives aux droits de l'homme de façon sélective, la Finlande continuera à protester vigoureusement contre toute réserve incompatible avec la lettre et l'esprit des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Les Etats doivent coopérer pleinement avec les mécanismes internationaux de surveillance des droits de l'homme, l'allégation selon laquelle ces mécanismes opposent les pays en développement aux pays développés est un argument artificiel fondé sur des considérations politiques. Par égard pour les victimes des violations des droits de l'homme, la Commission doit poursuivre ses travaux en toute honnêteté et avec sérieux.

DECLARATION DU SECRETAIRE D'ETAT A L'ACTION HUMANITAIRE D'URGENCE DE LA FRANCE

54. M. EMMANUELLI (France) déclare qu'au cours de l'année qui vient de s'écouler la situation des droits de l'homme dans le monde a connu des évolutions contrastées. Lors de la visite qu'il a faite peu auparavant dans l'est du Zaïre, M. Emmanuelli a constaté le sort déplorable de milliers de réfugiés qui souffrent de privation, de pathologies diverses et de l'insécurité alimentaire. Cette situation risque de devenir catastrophique si aucune aide ne leur parvient. En outre, ils risquent d'être massacrés par l'une ou l'autre des parties au conflit. Si le cessez-le-feu demandé par le Conseil de sécurité de l'ONU n'est pas immédiatement respecté, seul l'envoi d'une force multinationale pourra protéger les populations et assurer la livraison de l'aide humanitaire.

55. Au Burundi, l'état des sanctions se resserre cruellement sur les populations civiles. Comme un million environ de personnes se sont enfuies de chez elles, l'assistance humanitaire ne leur parvient pas malgré les efforts de la communauté internationale.

56. En Afghanistan, les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire sont constantes, comme il a été noté dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Les conditions de vie des femmes et la fermeture des écoles de filles sont particulièrement préoccupantes. La discussion doit se poursuivre avec les autorités locales pour arrêter les bombardements effectués sans discernement des civils. Compte tenu de la situation des personnes déplacées par les querelles intestines, la communauté internationale devrait encourager les consultations entre les communautés afghanes et songer à la conditionalité de l'aide humanitaire en Afghanistan. En outre, un certain nombre de volontaires travaillant pour une organisation non gouvernementale française sont retenus sans aucune justification et doivent être libérés sans délai.

57. Trop peu d'attention est portée au sort des ressortissants du Timor oriental et des minorités ethniques en proie à la répression au Myanmar. Les milliers de civils qui se sont enfuis à la frontière thaïlandaise sont à la merci des combattants qui pénètrent régulièrement dans les camps de réfugiés.

58. Ces violations quotidiennes et constantes des droits de l'homme à travers le monde sont de plus en plus intolérables, de même que la situation qui existe en ce qui concerne les prisonniers de conscience, la torture, les exécutions extrajudiciaires, les procès manipulés, l'exploitation des enfants et le mépris de la liberté d'expression et du droit à l'éducation.

59. Dans le même temps des faits positifs se sont aussi produits au cours de l'année écoulée. Le rapport sur l'impact des conflits armés sur les enfants (A/51/306 et Add.1), la Conférence d'Amsterdam sur le travail des enfants et le Congrès mondial de Stockholm sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales ont mobilisé les Etats pour qu'ils prennent des mesures. A la suite du Congrès de Stockholm, M. Emmanuelli s'est vu confier la tâche de coordonner et de mettre en oeuvre un plan d'action gouvernemental de lutte contre les violences sexuelles contre les enfants.

60. La démocratie et les libertés fondamentales ont été rétablies dans de nombreux pays, comme l'illustrent les accords de paix au Guatemala, les élections au Mozambique et la mise en oeuvre de certains volets des accords de Dayton dans l'ex-Yougoslavie. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme et le

Centre pour les droits de l'homme ont - en dépit de leurs ressources humaines et financières insuffisantes - beaucoup contribué à ces processus grâce à des opérations d'observation des droits de l'homme sur le terrain. M. Emmanuelli souhaite que des mesures soient prises sous peu pour que le bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme en Colombie ouvre ses portes et effectue les tâches innovatrices qui lui ont été confiées.

61. La Commission doit s'occuper d'un certain nombre de domaines pour assurer la jouissance effective des droits de l'homme. Le monde d'après la guerre froide a assisté au réveil du nationalisme, du fanatisme et de la haine raciale et les sociétés sont toutes confrontées aux problèmes de l'intolérance et du racisme. Le respect de la liberté d'expression doit être concilié à la nécessité de la lutte contre les messages de haine, de repli xénophobe et d'intolérance, dont certains prônent la violence, la ségrégation raciale ou le déni du principe selon lequel toutes les femmes et tous les hommes sont égaux.

62. La Commission doit attacher autant d'attention aux droits économiques, sociaux et culturels qu'aux droits civils et politiques, les uns et les autres étant indissociables et interdépendants. La lutte contre l'exclusion et contre la misère et le droit au développement font partie intégrante de la défense des droits de l'homme. Les gens ne sont pas libres s'ils n'ont pas d'emploi, de logement, des conditions d'existence décentes, une formation, des soins de santé et des services sociaux. M. Emmanuelli a soumis au Gouvernement français un projet de loi sur la cohésion sociale qui permettra aux exclus d'avoir accès aux soins de santé, au travail, au logement et de sauvegarder leur droit de vote.

63. M. Emmanuelli est particulièrement préoccupé par le sort des nombreux défenseurs des droits de l'homme et des membres d'organisations humanitaires qui exposent leur vie et leur liberté pour défendre les idéaux énoncés par la Commission. A cet égard, M. Emmanuelli salue la mémoire des quatre membres du Comité international de la Croix Rouge (CICR) assassinés au Burundi, des trois membres de Médecins du Monde et des cinq observateurs des droits de l'homme tués au Rwanda ainsi que des six délégués du CICR décédés en Tchétchénie. Depuis 12 ans, un projet de déclaration sur les droits des défenseurs des droits de l'homme est à l'étude dans le cadre d'un groupe de travail de la Commission; M. Emmanuelli espère que la Commission se montrera résolue à faire aboutir ce projet ainsi que toutes initiatives ayant pour but de protéger ces personnes.

64. Les relations entre Etats sur la question des droits de l'homme sont définies à la Commission. Les violations graves de droits de l'homme internationalement reconnus doivent être vigoureusement condamnées, où qu'elles soient commises, mais ces condamnations doivent s'accompagner d'un dialogue. Il est important de montrer que le développement et la croissance sont liés au progrès de la démocratie et des libertés et de mener un travail de longue haleine en faveur du développement de la démocratie et de l'état de droit, non seulement dans les situations d'urgence et les situations de transition, mais aussi quotidiennement.

65. Les Etats doivent coopérer avec les mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme, notamment la Commission et les organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme. La France sera particulièrement vigilante pour défendre les mandats des organes conventionnels qui doivent être renouvelés pendant la session en cours.

66. La Commission doit regarder au-delà de ses propres activités pour développer une approche de la promotion des droits de l'homme dans l'ensemble du système des Nations Unies et dans la politique intérieure et extérieure des Etats. A ce sujet, M. Emmanuelli salue la mise en place d'institutions nationales de défense des droits de l'homme dans un nombre croissant de pays. La Commission doit aussi souligner le rôle important de la société civile et s'interroger sur les moyens de renforcer ses liens avec elle, notamment en appuyant la participation des organisations non gouvernementales à ses débats et en renforçant leur capacité d'initiative. Pour sa part, la délégation française continuera à défendre l'engagement adopté dans la Déclaration de Vienne de 1993 et à chercher des moyens concrets pour gérer les questions relatives aux droits de l'homme.

67. Tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait devraient être encouragés à ratifier les principaux instruments relatifs aux droits de l'homme et le Centre pour les droits de l'homme devrait disposer de ressources suffisantes; un objectif de 2 % du budget ordinaire des Nations Unies paraît à cet égard un objectif raisonnable.

DECLARATION DU SOUS-SECRETAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES ETRANGERES DE L'ITALIE

68. Mme TOIA (Italie), après s'être associée à la déclaration du porte-parole de l'Union européenne, dit que la sauvegarde des droits de l'homme exige des actions coordonnées de la part des gouvernements et des organisations non gouvernementales. Les membres de l'Union européenne, unis par des valeurs communes, considèrent que cette action doit reposer sur la dignité de l'être humain, valeur qui est au centre de toute culture, de toute religion, de toute civilisation et est énoncée dans de nombreux instruments internationaux. L'universalité des droits de l'homme n'empêche cependant pas la variété des contributions à la défense des droits de l'homme et du caractère sacré de l'être humain.

69. C'est pourquoi le Gouvernement italien a pris l'initiative relative à l'abolition de la peine de mort, initiative profondément enracinée dans la tradition humaniste du peuple italien. Il est convaincu que si l'on veut atteindre un plus haut niveau de respect du caractère sacré de la personne humaine, la peine de mort doit être abolie. En outre, il est convaincu qu'il s'agit d'un but réaliste qui pourra être atteint grâce à l'application systématique de règles déjà existantes qui, par exemple, rendent inadmissible l'exécution de la peine de mort en ce qui concerne certaines catégories de personnes, par exemple les mineurs, les femmes enceintes et les malades mentaux.

70. Le but que le Gouvernement italien s'est fixé est très concret : l'adhésion d'un nombre croissant de pays au deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou la ratification de cet instrument. Il espère aussi persuader les pays qui ne partagent pas la même vision d'accepter un moratoire sur les exécutions.

71. La délégation italienne soumettra à l'attention de la Commission des projets de résolution sur la Somalie et l'Afghanistan. Les combats ont laissé ces deux pays extrêmement différents sans un gouvernement capable d'exercer son contrôle sur l'ensemble du territoire ou de faire respecter les droits de l'homme. Ce problème très sérieux ne signifie pas que la communauté

internationale ne doit pas se préoccuper des droits de l'homme des peuples de ces deux pays, en particulier lorsque la souffrance des plus vulnérables n'est que trop évidente.

72. Malgré les conditions difficiles qui règnent dans ces deux pays, Mme Toia est convaincue qu'il est possible d'élaborer une stratégie pour y promouvoir les droits de l'homme. Premièrement, les efforts doivent viser à établir la primauté du droit, car l'ordre, même rudimentaire, est la condition préalable de la protection des droits de l'homme et de la reconstruction du pays. Deuxièmement, les droits de l'homme doivent être intégrés aux aspects humanitaires, comme l'a récemment proposé le Secrétaire général. Bien que la survie matérielle doive rester la question hautement prioritaire, la communauté internationale ne peut ignorer les graves pratiques discriminatoires dont sont victimes les femmes dans certaines régions de l'Afghanistan.

73. Une vision globale et intégrée des droits de l'homme, où la survie matérielle n'est pas séparée de la dignité des individus et où des règles juridiques et un système économique doivent exister constitue la base pour faire face aux conflits prolongés et aux obstacles à la reconstruction et au développement.

74. Les questions relatives aux droits de l'homme peuvent être importantes dans la vie quotidienne et de ce fait doivent surmonter les réticences de ceux qui, à tort, essaient de nier leur universalité et même de les dépeindre comme incompatibles avec d'autres considérations plus pressantes telles que le besoin de paix, d'ordre ou de nourriture.

75. En conclusion, Mme Toia désire appeler l'attention des participants sur le projet de résolution de la délégation italienne sur les activités d'information en matière des droits de l'homme. L'approche du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme offre l'occasion d'une vaste campagne pour accroître la prise de conscience des droits de l'homme. Par ailleurs, l'engagement du Haut Commissaire, du Centre pour les droits de l'homme et du Département de l'information dans ce domaine devraient recevoir un élan renouvelé dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

76. M. IL Badong (Chine), exerçant son droit de réponse dit au sujet de la déclaration du Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, que les états de service des Pays-Bas dans le domaine des droits de l'homme ne sont nullement glorieux, ses colonialistes ayant violé les droits de l'homme de façon massive et systématique pendant plusieurs siècles. Le porte-parole de l'Union européenne a également omis de mentionner l'affaire récente et notoire de pédophilie dans un Etat membre de l'Union, qui a choqué des gens dans le monde entier, préférant s'ériger en professeur haranguant les représentants des pays en développement.

77. Ce comportement est intolérable. Le premier principe et le principe le plus important de la Charte des Nations Unies est l'égalité souveraine. Le Ministre des Pays-Bas n'est pas en mesure de réprimander les autres et ferait mieux de s'attaquer à étudier le bilan lamentable de son propre pays dans le domaine des droits de l'homme et à s'attaquer aux problèmes relatifs aux droits de l'homme dans l'Union européenne.



78. M. ABUAH (Observateur du Nigéria) parlant dans l'exercice du droit de réponse déclare, à propos de la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas au nom de l'Union européenne, que les élections qui ont eu lieu en 1993 au Nigéria n'ont pas été concluantes et qu'il n'est donc pas exact de dire que quelqu'un a été élu. Il est également incorrect de dire que Chief Abiola est en captivité : il est actuellement détenu en attendant d'être jugé sous l'inculpation d'avoir enfreint les lois de son pays.

La séance est levée à 17 h 55 .